Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 51 (1993)

Heft: 1

Vorwort: Editorial

Autor: Jenny, Alain

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

EDITORIAL

Dr. Alain Jenny
président, S.E.E.S.
Lausanne

En 1993, la Société d'études économiques et sociales fête ses 50 ans. Créée dans une période de grave crise européenne et mondiale, sa vocation était d'ouvrir un espace de réflexion susceptible de permettre aux décideurs d'analyser les défis auxquels le pays était confronté et de tenter d'imaginer des réponses.

50 ans après, au terme d'une période de prospérité exceptionnelle pour notre pays, la crise est de nouveau là. Et ironie de l'histoire, la Société d'études économiques et sociales semble replongée dans le contexte difficile qui l'a vu naître. Plus que jamais, il est important de retrouver l'esprit de ses fondateurs: analyser, réfléchir, écouter, en dehors des chemins conventionnels et des carcans des appartenances.

Face aux nouveaux défis, c'est dans la nécessaire imagination que notre Société doit retrouver son rôle essentiel. L'abondance et le confort ont également endormi notre faculté de réflexion. Lorsque "tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles", pourquoi réfléchir, pouquoi analyser, à quels vrais problèmes fallait-il apporter des réponses?

En 1993, la guerre n'est pas à nos frontières, mais elle entre chez nous par la télévision. Et en deux heures d'avion, on se retrouve à Sarajevo, au coeur d'un enfer qui semble d'un autre âge. Cette fin de siècle sera celle des grandes interrogations, économiques, mais aussi politiques et sociales.

Notre pays n'échappe pas à cette crise, lui qui souffre, en plus de la perte de compétitivité de son économie, d'une crise d'identité interne, consécutive au divorce de plus en plus marqué entre peuple et classe dirigeante.

Dès lors, et à l'image de nombreux autres pays européens, on a vu s'affronter partisans et adversaires d'une intégration européenne plus poussée, peut-être conduite de façon trop bureaucratique, mais ressentie comme un immense espoir par la jeune génération. Au débat du 6 décembre 1992 sur l'EEE s'est substitué, dans une large mesure, un affrontement entre partisans de l'évolution et défenseurs du "statu quo" - mais lequel et à quelles conditions? S'agit-il de maintenir à tout prix le système protectionniste des cartels et des marchés publics réservés aux seules entreprises nationales, même si leurs technologies sont obsolètes et beaucoup plus coûteuses que les productions étrangères?

Ou s'agit-il réellement de la défense des valeurs essentielles de la démocratie directe et du fédéralisme helvétique? Et les défendrons-nous mieux à l'extérieur ou à l'intérieur de l'Espace économique européen?

Ainsi que l'ont relevé plusieurs personnalités de l'économie, le vrai problème qui s'oppose à la volonté de maintien du *statu quo*, c'est la perte de compétitivité de notre pays dans la concurrence internationale, conséquence directe du rejet de l'innovation pour maintenir des privilèges acquis. Avec l'augmentation du chômage, le réveil risque d'être douloureux[1].

Il ne suffit plus de spéculer sur la reprise - conjoncturelle - dont les leaders d'opinion réunis à Davos se sont gargarisés. Cet attentisme sera insuffisant, quelles que soient les initiatives de Bill Clinton ou de tout autre leader. Même s'il acceptait les mesures que les grands prêtres du libre échangisme voudraient lui souffler, le président américain ne peut pas initier un nouveau cycle de croissance d'un coup de baguette magique. Car si la crise mondiale est structurelle, elle marque aussi la fin d'une époque de consommation et de gaspillage sans limites et ouvre des perspectives sur quelque chose de nouveau, qui appelle des réactions nouvelles.

La "fin" du marxisme nous prive de références simplistes. Ne pouvant plus être "contre" un ennemi bien défini, nous sommes dorénavant condamnés à nous afficher comme force de propositions novatrices. La chute du mur de Berlin nous a obligés à nous poser des questions existentielles longtemps oubliées ou refoulées.

Sur le plan économique, on croyait la prospérité helvétique presque acquise de droit divin. Or, il faut la gagner, et c'est plus difficile qu'on ne l'imaginait. Les prêtres de l'économie ultralibérale psalmodient les vertus de l'économie privée et du non-interventionnisme de l'Etat. Ils attendent du GATT le maintien d'échanges débridés à travers la planète de biens et de ressources énergétiques, quels qu'en soient les coûts écologiques, sociaux et finalement économiques. Mais, simultanément, tous les Etats (la Suisse des cartels et des marchés publics réservés ne fait pas exception) reconstruisent leurs barrières protectionnistes, pour autant qu'ils les aient jamais démantelées. Le protectionnisme dont traite l'article du Professeur Valarché dans ce numéro redevient la solution qui paraît la plus facile pour de nombreux dirigeants.

Bill Clinton construit des barrières, et le monde entier lui explique que cet "isolationnisme" lui est préjudiciable. Mais s'il passait outre? Peut-on raisonnablement attendre du Président américain tout comme des Autorités de Bruxelles, qu'ils partagent la logique des libres échangistes helvétiques en ouvrant les marchés américain et européen aux produits helvétiques alors que le marché suisse leur est fermé par des normes protectionnistes camouflées sous les slogans libéraux?

---

1 Lors de notre Assemblée générale, Charles Tavel, analysant le problème du chômage, a bien mis en évidence son caractère structurel.

Peut-être devrions-nous nous interroger sur le sens même du protectionnisme. Il représente sans doute également, au-delà de sa dimension strictement économique, la défense de nos valeurs politiques et sociales fondamentales. Si tel était le cas, cela impliquerait vraisemblablement de cesser de privilégier en Suisse les activités de services et de renoncer à délocaliser nos productions industrielles. Et que penser de l'exportation de nos déchets vers des pays moins favorisés? On ne développe pas durablement une économie sur les seuls services qui, pris isolément, ne sont pas créateurs de richesses, contrairement à l'agriculture et à l'industrie. Bien pire, la multiplication des services financiers dans un concept d'économie ultralibérale, de globalisation financière et de déréglementation poussée à l'excès, ont conduit tous les pays à une "économie Monopoly". C'est dans ce jeu que les banques et sociétés financières du monde entier ont englouti une part significative de l'épargne dans des spéculations financières complètement déconnectées de la réalité de la production de biens et services essentiels.

Le défi posé à l'économie industrielle est de redevenir compétitive sans pertes excessives d'emplois et de pouvoir d'achat. *A priori*, cela semble une gageure. En réalité, la compétitivité passe par la baisse des coûts qui augmente la rentabilité et permet de développer les entreprises dont les marges d'autofinancement sont meilleures. En se développant, les entreprises embauchent. Quant aux gisements de compétitivité, on les trouve autant dans un meilleur rendement des matières et des énergies consommées que dans des pertes d'emploi.

Le développement endogène, qui cherche à valoriser localement les ressources locales, représente sans doute un modèle d'avenir. En évitant les gaspillages qui résultent de la mondialisation des échanges et de la fameuse "loi des économies d'échelle", cette approche permet à chaque collectivité territoriale, petite ou grande, centrale ou périphérique, de promouvoir sa propre croissance. C'est l'option choisie par le nouveau président américain pour améliorer la situation compétitive de ses industries. Il ne sert à rien de se lamenter à propos du caractère protectionniste d'une telle démarche, il est plus prudent de la considérer comme une donnée des échanges économiques futurs.

Pourquoi, à notre tour, ne mettrions-nous pas l'accent sur le développement local, de façon pragmatique, sans nous complaire dans les débats d'idées sur les solutions mondialistes ou même européennes (les réactions au GATT, aux options du Président américain ou à celles des Autorités de Bruxelles). Comme le disait David de Pury à l'Université de Lausanne, il y a bientôt deux ans: *"Il est plus important de redevenir compétitifs que d'affronter la problématique d'être à l'intérieur ou à l'extérieur"*. Le fameux label "swiss made" représente encore une référence enviée dans le monde entier et demeure un atout énorme pour notre économie. A l'heure de la "croissance qualitative" et des énormes enjeux posés par la protection de l'environnement, la Suisse pourrait jouer dans ce domaine un rôle de leader. Ce "défi de la qualité", nous possédons toutes les armes pour le gagner. Mais plus profondément, n'est-il pas susceptible de générer cet esprit, cet élan qui nous manque cruellement aujourd'hui pour affronter nos

conflits internes et pour faire face aux mutations internationales? Pour en revenir à l'Europe, il est illusoire de penser que notre intégration sera réussie en restant cantonné dans le rôle passif de l'observateur. La qualité de notre cadre de vie, au sens le plus large du terme, nous donne la possibilité d'y jouer un rôle exemplaire. C'est peut-être aussi un grand projet mobilisateur susceptible de réconcilier partisans et adversaires de l'adhésion européenne.

Au moment de céder la présidence de notre Société à Monsieur Frédéric Stutz[1], je ne doute pas que cette large réflexion ne fait que commencer. Fort de sa longue expérience industrielle, il est particulièrement à même de l'enrichir et de l'élargir. Sa présidence est une chance pour la Société d'études économiques et sociales. Pour nous tous, c'est aussi la certitude qu'elle restera fidèle à sa vocation.

---

[1] L'Assemblée Générale de la Société d'études économiques et sociales du 3 mars 1993 a élu comme nouveau Président M. Frédéric Stutz, ancien directeur général de Nestlé en Suisse. M. Stutz succède à M. Alain Jenny arrivé à la fin de son mandat. L'assemblée générale ayant eu lieu au momment de la mise sous presse de cette édition nous reviendrons dans le prochain numéro sur les changements intervenus au sein de notre Comité.